



**PRÉFET
DE L'HÉRAULT**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
d'Occitanie**

Unité Départementale Hérault
520 Allée Henri II de Montmorency
CS 69007
CEDEX 02
34064 Montpellier

Montpellier, le 21/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 22/10/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

CEJON THEOLIA France

Europarc de Pichaury - Bât. B9 - 1330, avenue JRGG de la Lauzière
BP 80199
Cedex 3
13290 Aix-En-Provence

Références : UD34/H5/RF/2024/060
Code AIOT : 0006605608

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/10/2024 dans l'établissement CEJON THEOLIA France implanté Lieu-dit le Plo de Cambre 34650 Joncels. L'inspection a été annoncée le 05/09/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CEJON THEOLIA France
- Lieu-dit le Plo de Cambre 34650 Joncels
- Code AIOT : 0006605608
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

Le parc comprend 7 éoliennes de 950 kW chacune. Il a été mis en service le 1er juin 2019. Les éoliennes sont des ENERCON E44 de 51,90 mètres de hauteur (soumises à autorisation). La société EDF a racheté la société CEJON en 2021, et est désormais responsable de l'exploitation du parc éolien.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Brides de fixation	AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1	Demande d'action corrective	2 mois
6	Contrôles visuels des pales	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
7	Formations du personnel	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
9	SDA	AP Complémentaire du 14/05/2018, article 2.1-1	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
11	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Manuel d'entretien + registre	AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1	Levée de mise en demeure
3	Déchets	AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 2	Levée de mise en demeure
4	Vérifications électriques	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
5	Tests de mise à l'arrêt d'urgence	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17	Sans objet
8	Bridage chiroptères	AP Complémentaire du 07/12/2023, article 2	Sans objet
10	OREOL	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.	Sans objet
12	Voies d'accès	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7	Sans objet
13	Accès éoliennes	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13	Sans objet
14	Extincteurs	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24	Sans objet
15	Propreté	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs non-conformités ont été relevées lors de l'inspection, notamment en l'absence de plusieurs documents de justification non fournis par l'exploitant. Il est par ailleurs constaté que les dispositions de l'arrêté de mise en demeure du 7 décembre 2023, relatives au contrôle des brides de fixations de pâles, à la tenue du registre de maintenance et à la gestion des déchets, sont respectées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Brides de fixation

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Brides de fixation
Prescription contrôlée : Trois mois, puis un an après leur mise en service industrielle, puis suivant une périodicité qui ne peut excéder trois ans, l'exploitant procède à un contrôle des brides de fixations, des brides de mât, de la fixation des pales et un contrôle visuel du mât de chaque aérogénérateur. Le contrôle de l'ensemble des brides et des fixations de chaque aérogénérateur peut être lissé sur trois ans tant que chaque bride respecte la périodicité de trois ans. (délai de l'AP MED : 3 mois)
Constats : Le contrôle des brides de fixation est prévu au point 114 du rapport de contrôle quadriennal. Ces visites quadriennales ont été faites en août 2023 et les rapports ont été transmis début 2024 à l'inspection. La date de transmission est conforme à la prescription de l'arrêté préfectoral de mise en demeure. Par contre, la fréquence de contrôle prévue par les manuels de maintenance est d'un contrôle tous les 4 ans alors que la réglementation prévoit un contrôle tous les 3 ans.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier sous 2 mois l'augmentation de la fréquence de contrôle des brides pour respecter la réglementation et mettre à jour les rapports des maintenanciers.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Manuel d'entretien + registre

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 1
Thème(s) : Risques accidentels, Manuel d'entretien + registre
Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'un manuel d'entretien de l'installation dans lequel sont précisées la nature

et les fréquences des opérations de maintenance qui doivent être effectuées afin d'assurer le bon fonctionnement de l'installation, ainsi que les modalités de réalisation des tests et des contrôles de sécurité, notamment ceux visés par le présent arrêté.

L'exploitant tient à jour, pour son installation, un registre dans lequel sont consignées les opérations de maintenance qui ont été effectuées, leur nature, les défaillances constatées et les opérations préventives et correctives engagées.

Constats :

Le registre a été mis en place en octobre 2023. Il détaille les ordres de service et les contrôles effectués. Le suivi des opérations sur site peut ainsi être réalisé par l'exploitant.

Pour les contrôles de maintenance, un outil interne est en cours de développement : BluePoint. Il permet de suivre les dates et les opérations de maintenance régulières.

Enfin, une nouvelle plateforme est en train d'être mise en place pour les contrôles réglementaires : NATHYSLOG. Toutefois, pour l'instant, il n'y a pas de synchronisation entre les outils d'ENERCON et les outils de suivi internes.

Au vu de ce qui précède, la mise en demeure est respectée sur ce point de l'arrêté.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 3 : Déchets

Référence réglementaire : AP de Mise en Demeure du 07/12/2023, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Déchets

Prescription contrôlée :

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet. Le brûlage des déchets à l'air libre est interdit.

(délai de l'AP MED : 3 mois)

Constats :

Il a été vérifié lors de la visite d'inspection que le conteneur à déchets (mini-EolBox) était bien en place.

Il n'y a pas eu de BSD émis depuis l'AP de mise en demeure.

La société exploitante du parc éolien est correctement enregistrée sur TrackDéchets.

Type de suites proposées : Sans suite

Proposition de suites : Levée de mise en demeure

N° 4 : Vérifications électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17

Thème(s) : Risques chroniques, Entretien

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations électriques intérieures et les postes de livraison son maintenus en bon état et contrôlés par un organisme compétent à fréquence annuelle après leur installation ou leur modification. L'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports de contrôle sont fixés par l'arrêté du 10 octobre 2000 susvisé. Les rapports de contrôle des installations électriques sont annexés au registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les rapports de vérifications électriques, réalisées en avril 2024 ont bien été transmis à l'inspection des installations classées. Par sondage, il n'a pas été détecté de non-conformité.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Tests de mise à l'arrêt d'urgence

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 17</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Tests d'arrêt</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Suivant une périodicité qui ne peut excéder 1 an, l'exploitant réalise des tests pour vérifier l'état fonctionnel des équipements de mise à l'arrêt, de mise à l'arrêt d'urgence et de mise à l'arrêt depuis un régime de survitesse en application des préconisations du constructeur de l'aérogénérateur. Les résultats de ces tests sont consignés dans le registre de maintenance visé à l'article 19.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les tests de mise à l'arrêt d'urgence ont bien été effectués en 2024 lors de la Wind based maintenance d'août 2024. Ces contrôles sont suivis en interne via le contrôle de la maintenance annuelle. Mais cet item ne fait partie des points de contrôle réglementaire suivis spécifiquement.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Contrôles visuels des pales

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 18 > II.</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle des pales</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Selon une périodicité définie en fonction des conditions météorologiques et qui ne peut excéder 6 mois, l'exploitant procède à un contrôle visuel des pales et des éléments susceptibles d'être endommagés, notamment par des impacts de foudre, au regard des limites de sécurité de fonctionnement et d'arrêt spécifiées dans les consignes établies en application de l'article 22 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p>

Les contrôles visuels des pales sont faits par le maintenancier tous les ans lors de la master maintenance. Des contrôles sont effectués régulièrement par les techniciens sur place mais sans formalisme ni rapport de contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de justifier l'évolution de la méthodologie de contrôle sur ce point, afin de formaliser ces contrôles vis des rapports et à une fréquence adaptée.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Formations du personnel

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 15
Thème(s) : Risques chroniques, Formations
Prescription contrôlée : Le fonctionnement de l'installation est assuré par un personnel compétent disposant d'une formation portant sur les risques accidentels visés à la section 5 du présent arrêté, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement, le cas échéant, en lien avec les services de secours. La réalisation des exercices d'entraînement, les conditions de réalisations de ceux-ci, et le cas échéant les accidents/incidents survenus dans l'installation, sont consignés dans un registre. Le registre contient également l'analyse de retour d'expérience réalisée par l'exploitant et les mesures correctives mises en place.
Constats : L'exploitant n'a pu fournir ni attestation de formation ni habilitation des personnels intervenant sur site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de fournir les justificatifs des habilitations et des formations reçues par les personnels intervenant sur site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 8 : Bridage chiroptères

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 07/12/2023, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Bridage
Prescription contrôlée : Un plan de bridage, qui consiste à arrêter la rotation des pales (mise en drapeau) de tous les

aérogénérateurs du parc selon certains paramètres, est mis en œuvre. Lorsque les éoliennes sont à l'arrêt (mises en drapeau), les pales sont mises dans une position qui les maintiennent à l'arrêt dans toutes les conditions de vent.

Le plan de bridage peut être modifié sur proposition de l'exploitant et après validation de l'inspection des installations classées.

Le paramétrage est le suivant :

Du 1er avril au 31 mai:

- Vitesses de vents inférieures à 6 m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Températures supérieures à 9 °C (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- De 1 heure après le coucher du soleil à 1 heure avant le lever (en tenant compte de l'éphéméride),
- Pour toutes les éoliennes,

Du 1er juin au 31 juillet:

- Vitesses de vents inférieures à 6 m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Températures supérieures à 12 °C (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- De 1 heure après le coucher du soleil à 1 heure avant le lever (en tenant compte de l'éphéméride),
- Pour toutes les éoliennes,

Du 1er août au 30 septembre:

- Vitesses de vents inférieures à 6,5 m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Températures supérieures à 12 °C (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- De 1 heure après le coucher du soleil à 1 heure avant le lever (en tenant compte de l'éphéméride),
- Pour toutes les éoliennes,

Du 1er octobre au 31 octobre:

- Vitesses de vents inférieures à 5,5 m/s (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- Températures supérieures à 8 °C (à hauteur de moyeu des éoliennes),
- De 1 heure après le coucher du soleil à 1 heure avant le lever (en tenant compte de l'éphéméride),
- Pour toutes les éoliennes.

Le contrôle de la régulation des éoliennes est fait à partir des données issues du système de contrôle et d'acquisition de données en temps réel (SCADA).

Ces données sont traitées par l'exploitant pour que l'inspection dispose pour chaque mât du parc éolien des courbes de fonctionnement et d'arrêt machine en continu avec un pas de temps de 10 minutes, en fonction de la température, de la vitesse du vent et de la vitesse du rotor (en RPM). L'exploitant présente les données sous forme de graphiques montrant la corrélation entre les périodes nécessaires de bridage et les bridages effectifs.

Les données brutes et les données traitées sont stockées par l'exploitant pendant une durée minimale de deux ans.

Les données brutes et les données traitées sont transmises à l'inspection sur simple demande avec le registre de maintenance.

Constats :

Il a été vérifié par sondage l'application du paramétrage du bridage sur la régulation des

éoliennes. Aucune anomalie n'a été détectée.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : SDA

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 14/05/2018, article 2.1-1
Thème(s) : Risques chroniques, SDA
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les éoliennes sont équipées d'un système efficace de détection d'oiseau, couvrant l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360° (vision artificielle ou autre technique disponible). Ce système est asservi à des fonctions d'effarouchement sonore et de mise à l'arrêt. L'exploitant justifie avant la mise en place de l'équipement que le dispositif couvre l'ensemble des abords du mât et des pales des éoliennes sur 360°.</p> <p>L'exploitant s'assure par des contrôles périodiques appropriés et préventifs du bon état de fonctionnement des dispositifs de détection et d'asservissement. Tout dysfonctionnement de ces dispositifs conduit à l'arrêt des éoliennes concernées.</p> <p>Le fonctionnement de ce dispositif, les seuils d'effarouchement et de mise à l'arrêt des éoliennes ainsi que les modalités de maintenance sont précisées dans une consigne écrite tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le SDA (DTBird) a été installé dès la mise en service du parc, aucune collision ni mortalité n'a été signalée en 2024.</p> <p>Le log du SCADA indique bien les arrêts machines demandés par le SDA (statut : 1.15), mais il n'a pas pu être vérifié que ces arrêts correspondaient bien aux demandes fournies par le SDA, faute de justificatif fourni par l'exploitant.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est demandé à l'exploitant de fournir sous 2 mois la liste des arrêts demandés par le DTBird, avec l'espèce concernée, afin de pouvoir la mettre en correspondance avec les arrêts réalisés dans le log du SCADA.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 10 : OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 2 > I.
Thème(s) : Risques chroniques, OREOL
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le pétitionnaire et l'exploitant sont tenus de déclarer les données techniques relatives à l'installation, incluant l'ensemble des aérogénérateurs.</p>

Constats :
L'exploitant a correctement renseigné les informations relatives au parc sur le site OREOL.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : OREOL

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 14
Thème(s) : Risques chroniques, N° OREOL
Prescription contrôlée : Chaque aérogénérateur est identifié par un numéro, affiché en caractères lisibles sur son mât. Le numéro est identique à celui généré à l'issue de la déclaration prévue à l'article 2.2. Les prescriptions à observer par les tiers sont affichées soit en caractères lisibles soit au moyen de pictogrammes sur des panneaux positionnés sur le chemin d'accès de chaque aérogénérateur, sur le poste de livraison et, le cas échéant, sur le poste de raccordement. Elles concernent notamment : <ul style="list-style-type: none"> • les consignes de sécurité à suivre en cas de situation anormale ; • l'interdiction de pénétrer dans l'aérogénérateur ; • la mise en garde face aux risques d'électrocution ; • la mise en garde, le cas échéant, face au risque de chute de glace.
Constats : Le noms des éoliennes ne correspond aux noms enregistrés sur OREOL. Il a été vérifié que les panneaux présentant les pictogrammes sont bien présents sur site à l'entrée de chaque accès aux éoliennes.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est demandé à l'exploitant de mettre en cohérence les noms des éoliennes renseignés sur OREOL avec les noms inscrits sur les mâts.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 12 : Voies d'accès

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 7
Thème(s) : Risques chroniques, Voie d'accès
Prescription contrôlée : Le site dispose en permanence d'une voie d'accès carrossable au moins pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours. Cet accès est entretenu. Les abords de l'installation placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté.

Constats :
Il a été constaté que les voies d'accès aux parc et aux éoliennes sont entretenues et carrossables. Les plateformes autour des mâts sont aussi correctement entretenus.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Accès éoliennes

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 13
Thème(s) : Risques chroniques, Accès éoliennes
Prescription contrôlée :
Les accès à l'intérieur de chaque aérogénérateur, du poste de transformation, de raccordement ou de livraison sont maintenus fermés à clef afin d'empêcher les personnes non autorisées d'accéder aux équipements.
Constats :
Il a été constaté que l'accès à l'éolienne E5 était correctement fermé à clé. Le poste de livraison est lui aussi fermé par une clé électromagnétique.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Extincteurs

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Extincteurs
Prescription contrôlée :
Chaque aérogénérateur est doté de moyens de lutte et de prévention contre les conséquences d'un incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, composé a minima de deux extincteurs placés à l'intérieur de l'aérogénérateur, au sommet et au pied de celui-ci. Ils sont positionnés de façon bien visible et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre. Cette disposition ne s'applique pas aux aérogénérateurs ne disposant pas d'accès à l'intérieur du mât.
Constats :
Il a été constaté la présence d'un extincteur en bas de l'éolienne E5.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Propreté

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 16
Thème(s) : Risques accidentels, Propreté
Prescription contrôlée :

L'intérieur de l'aérogénérateur est maintenu propre. L'entreposage à l'intérieur de l'aérogénérateur de matériaux combustibles ou inflammables est interdit.
Constats : il a été constaté que l'intérieur de l'éolienne E5 était propre et ne contenait pas de matériaux inflammables ou combustibles.
Type de suites proposées : Sans suite